

lundi 22 avril 2013

L'Oligarchie a fait un rêve

Guillaume de Rouville

Un biais nécessaire

La démocratie occidentale est-elle le résultat heureux du long malheur des peuples ? Ces peuples ont-ils lutté pour obtenir des droits et jouir de leurs fruits après les avoir courageusement arrachés des mains de leurs maîtres avarés de bons sentiments ? Autrement dit, ces peuples ont-ils réussi à faire plier les oligarchies devant la puissance de leurs aspirations démocratiques et les oligarchies ont-elles rendu l'âme en vomissant sur la place publique la liberté, l'égalité et la fraternité universelle comme autant de tribus de leur soumission aux nouveaux maîtres de la terre – les peuples souverains – dont nous serions les héritiers ?

Plutôt que de flatter notre ego citoyen et de nous conférer une puissance que nous nous supposons en attribuant aux peuples – auxquels nous nous identifions – le rôle principal dans le torrent démocratique qui a submergé l'Occident aux cours des deux derniers siècles, exerçons notre mauvais esprit – critique, il va sans dire – sur nous-mêmes et prenons à partie le mythe de nos origines.

Au lieu de voir la démocratie comme le résultat d'une succession de conquêtes glorieuses remportées par le peuple, conscient de sa force, sur l'inertie d'une oligarchie arc-boutée sur ses privilèges, **voyons le processus de démocratisation occidentale comme la suite d'adaptations entreprises par l'oligarchie pour consolider sa domination** et se préserver des éruptions populaires trop débordantes d'empathie révolutionnaire.

Parions qu'en partant de ce point de vue – méthodologique – nous constaterons, avec trouble et peut-être une certaine amertume, que l'oligarchie n'as pas cédé une once de son pouvoir au peuple en lui offrant généreusement des droits, des institutions, des représentations démocratiques au sein du carcan capitaliste libéral qui a pris forme tout au long de l'évolution moderne des sociétés occidentales.

En adoptant cette perspective, nous ne cherchons pas à désenchanter les luttes politiques et sociales qui n'auraient été, jusqu'à présent, que des instruments aux mains de l'oligarchie occidentale lui permettant de se maintenir au pouvoir. Nous souhaitons simplement souligner que ces luttes, si elles n'ont pas été inutiles pour certains peuples ou certaines portions du peuple, si elles n'ont pas été dépourvues de moments collectifs fraternels et héroïques, si elles ont pu rem-

porter des victoires importantes ici ou là, elles n'ont jamais atteint le cœur même du problème des sociétés occidentales qui se parent de toutes les vertus démocratiques : la domination d'une oligarchie qui règne sans partage – équitable – sur l'ensemble des pouvoirs politiques, économiques et culturels et qui n'octroie à ses ouailles que ce qu'elle croit bon devoir lui concéder, à savoir, les miettes de l'orgie capitaliste.

À l'origine de la démocratie... l'oligarchie

La démocratie occidentale ne s'est pas construite contre l'oligarchie, mais avec sa complicité. Pire encore, l'oligarchie est à l'origine même de la démocratie moderne. Elle a, par conséquent, façonné la démocratie à son image afin qu'elle serve ses intérêts particuliers. La démocratie occidentale en porte la marque (le système représentatif) ; nos institutions en ont les stigmates (un multipartisme de façade ; des droits et des libertés impuissants contre les fondamentaux libéraux de l'oligarchie ; l'argent comme carburant de la vie politique ; une répartition très inégale des richesses produites, etc.).

L'oligarchie a su faire siennes toutes les revendications populaires pour les orienter en sa faveur ou pour les vider d'une partie de leur substance corrosive ; elle a pu insuffler les changements démocratiques de manière à ce qu'ils ne remettent en cause ses fondamentaux qu'à la marge. L'oligarchie a réussi à se fondre dans le moule démocratique et à s'en faire un bouclier qui la protège des colères populaires.

Ce point de vue devrait nous permettre de comprendre pourquoi les démocraties occidentales commettent de manière régulière des crimes de masse au nom de leurs peuples et des valeurs démocratiques sans que les opinions publiques ne s'en émeuvent outre mesure ; pourquoi elles peuvent utiliser sans vergogne le chaos et la guerre dans les relations internationales pour maintenir leur prééminence sur les affaires du monde ; pourquoi les États-Unis peuvent massacrer des centaines de milliers de civils innocents sans honte bue en Irak, en Afghanistan ou ailleurs ; pourquoi la France peut se rendre coupable de complicité de génocide au Rwanda sans qu'aucun de ses dirigeants ne soient poursuivis en justice ; pourquoi Israël peut procéder à un lent génocide contre le peuple palestinien avec bonne conscience et la complicité des milieux médiatiques qui ne pipent mot ; pourquoi les Occidentaux s'allient avec l'islamisme radical pour détruire des pays comme la Libye et la Syrie tout en se prétendant les anges gardiens de l'innocence et du bien, etc.

Toutes ces contradictions apparentes entre les principes des Lumières affichés par les sociétés occiden-

tales et leurs actions politiques et géopolitiques concrètes s'expliquent, notamment, parce que l'oligarchie est au cœur même des démocraties occidentales, qu'elle en est l'architecte et le metteur en scène qui écrit le scénario de son évolution. La démocratie représentative occidentale n'entrave ni la puissance de l'oligarchie ni l'expression de ses vices et de ses dérives. Elle en est, au contraire, l'instrument privilégié.

Car, nous le verrons, **la démocratie occidentale, à la fois instrument de protection et de domination de l'oligarchie libérale**, donne une force légale et morale aux prédatons de nos élites. Par le système de la représentation, les peuples offrent leur caution morale aux choix de leurs mandataires qui prétendent agir en leur nom, ce qui n'est d'ailleurs guère contestable d'un point de vue légal. De la sorte, les crimes de l'oligarchie sont aussi les nôtres, puisqu'ils sont l'œuvre de nos représentants et que nos protestations face à leurs actions criminelles se traduisent généralement par leur réélection ! Quelques fois, cependant, il arrive qu'un des mauvais génies de l'oligarchie soit sacrifié par ses pairs et soit mis à l'écart. Mais, dans ce dernier cas, il est généralement prestement remplacé par un autre démocrate aux mains sales qui poursuit allègrement l'œuvre de son prédécesseur.

Enfin, ce point de vue nous aidera peut-être à comprendre l'ampleur de l'effort qu'il reste à accomplir pour tenter l'aventure démocratique contre le principal obstacle à l'abolition des contradictions et des ambiguïtés des sociétés occidentales : le pouvoir inébranlable de l'oligarchie. Cela nous permettra de percevoir l'impasse qu'il y a à jeter toute son énergie combative dans des luttes périphériques sociétales (pour ou contre la peine de mort, l'interdiction du port du voile à l'école, le mariage gay, etc.) qui n'atteignent pas, ni ne cherchent à atteindre, le cœur de ce pouvoir.

Un marché de dupes

Remontons, un instant, aux révolutions française et américaine pour illustrer notre propos.

Au pays des droits de l'homme... on tire sur le peuple...

Dans la France du 18^{ième} siècle finissant, nous voyons une ancienne oligarchie aristocratique, fatiguée, divisée et moribonde qui cède la place à une oligarchie bourgeoise conquérante et sûre d'elle-même. Cette dernière n'a, depuis lors, pas quitté les rênes du pouvoir. Après avoir fait fortune dans le commerce triangulaire, avoir amassé des montagnes d'or en commettant des crimes de masse aux quatre

coins du monde (du continent américain à l'océan Pacifique), il fallait que l'oligarchie bourgeoise enrobe ses succès du sceau de valeurs universelles. À l'onction divine de l'ancienne oligarchie, la nouvelle classe dirigeante voulait lui substituer l'onction populaire.

La classe bourgeoise a su habilement jeter le peuple dans la rue pour lui faire accomplir la sale besogne qu'elle n'aurait jamais pu mener à bien elle-même sans tâcher ses nouveaux habits de maître : saigner les corps en décomposition de l'Ancien Régime et anéantir les symboles d'un pouvoir qui avait déjà changé de mains, tout en faisant la démonstration que la démocratie directe est synonyme de terreur, de chaos et de sang. D'une certaine manière, il s'agissait d'avilir le peuple et ses aspirations légitimes, d'entacher ses rêves de démocratie avec le sang de ceux que la nouvelle oligarchie voulait chasser du pouvoir. Il s'agissait, ainsi, d'enterrer toute idée de démocratie directe sous les dépouilles fumantes des anciens ordres faillis. Subtile manœuvre de l'oligarchie bourgeoise qui a feint de donner le pouvoir au peuple pour le lui retirer ; démonstration aussi de son jeu pervers et violent pour asseoir sa légitimité. La tête du Roi ne lui suffisait pas ; il lui fallait celles des révolutionnaires, gueux ou bourgeois, qui avaient épousé trop étroitement la cause du peuple et des misérables.

À partir de la Révolution française, et grâce au système de la démocratie représentative, l'oligarchie pourra **réprimer dans le sang toute révolte populaire au nom de la souveraineté du peuple** : en juin 1848 c'est au nom du peuple que le républicain Cavaignac ira gaiement massacrer les masses populaires en plein Paris ; en mai 1871, ce sont les hommes de la future Troisième République qui organiseront les battues contre les Communards et s'acharneront sur leurs corps et leur mémoire. Aujourd'hui, en digne héritière de l'ire oligarchique, c'est au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes que la France envoie à la mort Libyens et Syriens et procède au dépeçage de leurs pays respectifs avec l'aide de milices terroristes wahhabites.

Le génie de l'oligarchie a été d'octroyer des droits aux peuples quémandeurs. Le droit n'est jamais qu'une promesse que personne n'est tenu d'accomplir. C'est un espoir qui ne coûte pas grand-chose à la nouvelle religion laïque qu'est la démocratie représentative et qui ne menace pas l'ordre oligarchique. Une démocratie juridique, mais pas réelle, voilà le chef d'œuvre de l'oligarchie capitaliste naissante. Le peuple aura des droits, mais pas toute la réalité de la chose. Les droits sont impuissants à rattraper le réel, et tant pis si le peuple continue à lui courir après.

Dans la patrie des braves... il y a des maîtres et des esclaves...

De l'autre côté de l'Atlantique, au commencement de la jeune république américaine, les élites ont passé un marché – à la bourse des valeurs humaines – avec leur peuple, dont la philosophie pourrait se résumer en ces mots : « vous nous laissez massacrer les Indiens pour étendre notre horizon, vous nous permettez d'utiliser le travail gratuit de millions d'esclaves pour cultiver ces vastes territoires et en échange nous vous octroyons des droits politiques et économiques ».

Pour prendre la place de l'oligarchie anglaise sur le territoire nord américain, il fallait que l'élite américaine parvienne à faire passer ce marchandage pour une émancipation du peuple. Il ne s'agissait, cependant, que d'officialiser la substitution d'une oligarchie lointaine par une oligarchie locale (i) qui souhaitait acquérir davantage de terres (notamment au détriment des Indiens qui avaient obtenu de l'Angleterre, en 1763, la fin de l'expansion territoriale des colonies), (ii) qui cherchait à s'acquitter de moins d'impôts et de taxes et (iii) qui voulait se réserver les richesses tirées de l'esclavage. Pour ne pas mettre en avant les revendications matérielles de l'oligarchie américaine, ce qui eut paru égoïste et aurait réduit l'opposition entre l'Angleterre et ses colonies à une querelle de rentiers, il fallait **mettre en scène le peuple** et prétendre défendre des valeurs universelles et une cause morale allant au-delà de l'esprit de conquête et de rapine d'un petit groupe de privilégiés, grands possédants et propriétaires d'esclaves comme George Washington et Thomas Jefferson. Pour réussir, il fallait à la fois que le peuple se croie opprimé par ses lointains maîtres, qu'il joue le rôle qu'on voulait qu'il tienne, qu'il se contente de droits politiques et économiques qu'il possédait déjà et qu'il consacre la domination de son oligarchie locale. En soulevant le peuple contre les maîtres anglais on lui donnait le sentiment que ses donneurs d'ordre américains partageaient les mêmes intérêts et qu'une fois libéré des chaînes du Roi George (troisième du nom) le peuple serait maître de son propre destin sous la figure tutélaire du Président George Washington.

En 1980, l'historien et essayiste américain Howard Zinn publiait « Une Histoire Populaire des États-Unis », livre fondateur qui devait marquer un tournant dans l'historiographie consacrée au Pays à la Bannière étoilée, terre autoproclamée de la liberté et patrie des braves. Jusque-là, l'histoire des États-Unis avait été principalement écrite du point de vue de ceux qui avaient largement bénéficié des retombées de son capitalisme conquérant. À lire la plupart des historiens américains avant Howard Zinn, il semblait que les États-Unis étaient une nation pleine de héros

surhumains ayant achevé d'accomplir la perfection humaine, œuvre laissée en jachère par un Dieu imparfait.

Howard Zinn opère un renversement de perspective et décrit l'Histoire de l'Amérique, puis des États-Unis, du point de vue de ses victimes, depuis l'arrivée des occupants européens jusqu'à nos jours. L'histoire ainsi décrite ressemble moins à une épopée grandiose où les héros succèdent aux héros qu'à une longue série de crimes et de malheurs dont sont victimes les plus nombreux. Ainsi, sont évoqués les massacres des Indiens, leur déportation et la confiscation systématique de leurs terres, le commerce transatlantique avec ses cargaisons d'humanité bafouée, l'esclavage avec le labeur forcé et gratuit de millions d'êtres humains, puis les répressions sanglantes des travailleurs des classes laborieuses tout au long des 19^{ième} et 20^{ième} siècles et, enfin, la misère dégradante dans laquelle vivaient – et vivent encore – des dizaines de millions de citoyens américains ou d'immigrés victimes de la réussite des autres, forcés de travailler dès le plus jeune âge et de se tuer à la tâche pour que le puissant accumule richesses et honneurs. Howard Zinn nous fait bien comprendre, que c'est sur ces crimes et malheurs que la puissance du pays s'est bâtie au profit d'une minorité prospère et égoïste.

Les droits n'ont été octroyés que pour moraliser et justifier l'exploitation des plus faibles et donner à cette exploitation le sceau démocratique qui permettra de prétendre qu'elle est le résultat de l'expression de la souveraineté populaire. Ce n'est plus Dieu et son représentant sur terre qui exigent une société de maîtres et d'esclaves, de dominants et de dominés, de bienheureux et de damnés, c'est **le peuple lui-même pris au piège de sa propre souveraineté** dans un système de démocratie représentative qui offre à ses représentants les clefs de sa propre servitude.

Des droits sur mesure pour le marché

Des deux côtés de l'Atlantique, l'éventail des droits sera, cependant, élargi progressivement au cours des deux siècles qui se sont écoulés depuis les révolutions américaine et française. Une plus grande portion du peuple pourra goûter à l'expression concrète de ses droits dans sa vie quotidienne. Mais il ne s'agira jamais que d'une **reconnaissance, par l'oligarchie, des évolutions des besoins du capitalisme occidental**, qui repose toujours davantage sur la solvabilité réelle ou artificielle – par l'endettement – d'une base toujours plus large de consommateurs. Au fur et à mesure de l'extension des moyens de production elle étendra son marché en octroyant des droits à des composantes du peuple qui en étaient privées jusque-là – comme les noirs ou les femmes – non pas en raison d'un amour immodéré pour ces catégories sociales et

humaines opprimées, mais pour élargir l'aire de jeu du capitalisme marchand.

Si les peuples occidentaux ont été tant choyés pendant les Trente Glorieuses ce n'est pas parce que les valeurs démocratiques envahissaient l'oligarchie ou que celle-ci avait perdu du terrain, mais (i) parce qu'il fallait reconstruire un monde en ruine, la ruine n'étant pour l'oligarchie dominante qu'une source d'opportunités supplémentaires ; (ii) que le capitalisme de la séduction – dont les mécanismes ont été finement décortiqués par le sociologue Michel Clouscard – avait besoin de libérer l'individu occidental d'un certain nombre de contraintes culturelles (notamment sexuelles) pour étendre l'emprise du marché (et transformer le citoyen bon père de famille en un consommateur pulsionnel) ; et (iii) que l'Occident devait maintenir un avantage comparatif par rapport à l'Union Soviétique et au monde des non-alignés pour promouvoir son modèle de développement.

Après s'être hissée à la tête de l'oligarchie occidentale en 1945, l'élite américaine pouvait bien concéder quelques droits. Après avoir financé tous les belligérants, y compris Hitler et l'industrie de guerre allemande, l'oligarchie américaine pouvait récupérer le sceptre de l'élite mondiale et s'imposer économiquement, culturellement, militairement à ses « semblables » subalternes (autrement dit, aux sous-oligarchies de l'oligarchie dominante).

La livrée de chair du capitalisme

L'oligarchie occidentale fera payer cher aux peuples leurs débordements, leurs revendications, leurs supplications et leurs quelques succès éphémères. Avant de leur concéder davantage de droits, elle saignera les peuples (notamment, au travers de deux Guerres mondiales), les épuisera dans des luttes mortelles (les mille et une répressions sanglantes des grèves ouvrières aux États-Unis, les massacres de juin 1848 et ceux de mai 1871 en France, etc.), les rendra dépendants de sa miséricorde matérialiste en les endettant outre mesure et leur fera approuver des crimes de masse contre d'autres peuples (d'Hiroshima à Guantanamo, du Guatemala au Nicaragua, de Thiaroye aux charniers rwandais, de l'Indonésie à l'Irak, de la Libye à la Syrie, etc.) pour leur offrir les débris de ses exploits sanglants.

Chaque droit acquis – aussi illusoire que ce droit puisse être – sera payé par une livrée de chair, de souffrances, de larmes et de sang. Et à l'occasion d'une crise politique ou économique, l'oligarchie remettra en cause les acquis mal acquis pour que les peuples paient à nouveau le droit de les reprendre et de les récupérer, morceau par morceau, à la sueur de nouvelles souffrances.

À aucun moment l'oligarchie ne perdra sa prééminence, ses prérogatives, sa morgue, sa volonté de puissance ; à aucun moment elle ne consentira à répartir équitablement entre le travail et le capital les richesses produites par tous, même pendant les périodes de croissance continue. À aucun moment elle ne cédera sur ses fondamentaux libéraux.

Les Trente Glorieuses font illusion, et semblent contredire un constat nourri par une profusion d'exemples. Mais, 30 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'illusion se dissipe dans la dure réalité de la crise : **l'élite trouve les moyens de reprendre une partie des droits octroyés dans un moment d'égarement généreux né des fosses communes de la Seconde Guerre mondiale.** Ainsi, le virage néolibéral et la financiarisation de l'économie du début des années 1980, la globalisation marchande, l'ouverture de l'Occident à la concurrence externe, auront raison des droits économiques concédés temporairement par l'oligarchie quelques décennies plus tôt.

Les Trente Piteuses succéderont aux Trente Glorieuses, alors même que les richesses produites n'auront et ne cesseront de croître. Au sein des sociétés occidentales, les élites continueront à s'enrichir à outrance et l'on verra apparaître les « hyper-riches », le nouveau visage des bienheureux et des bien-nés. L'écart entre les plus opulents et les plus pauvres connaîtra des proportions dignes de l'époque où Gavroche arpente les rues misérables du Paris crasseux et on nous dira qu'il faut nécessairement se serrer la ceinture et recevoir les coups de cravache de la rigueur pour sauver la démocratie et la croissance.

On le voit bien, il s'agit d'un marché de dupes renouvelé de décennie en décennie : le peuple vend son âme contre des droits ; il accepte les crimes commis en son nom contre des fantasmes et des espoirs ; il recueille les miettes des dîners bourgeois et continue de courber l'échine pour gagner le salaire de sa peur ; il obtient un droit de grève ici contre un massacre plus loin, un droit de vote contre une colonie et une guerre de conquête en plus, la liberté d'opinion contre un salaire misérable, quelques services publics contre le droit d'aller se faire tuer dans les tranchées de Verdun, etc.etc.etc. *In finitum ad nauseam.*

Un instrument de protection

L'oligarchie occidentale se sent plus en sécurité dans un système politique de démocratie représentative qui donne une légitimité à sa position prééminente plutôt que dans une monarchie absolue. Cela est plus cohérent avec les valeurs qu'elle a mises en avant pour prendre le pouvoir aux États-Unis à partir de 1776 et en France à partir de 1789 et lui offre une protection

contre le prince sans pouvoir qu'est le peuple souverain.

Déresponsabiliser

Dans un système de démocratie représentative il est difficile d'identifier le responsable ; il s'opère une sorte de dilution des responsabilités dans le marais oligarchique. L'oligarchie peut aisément se distancier du prince élu et offrir au peuple une tête temporairement couronnée sans perdre son pouvoir ni ses privilèges. La colère du peuple trouve ainsi un exutoire non violent ; on passe d'un représentant de l'oligarchie à un autre sans révolution et sans violence populaire. Le pouvoir absolu est toujours entre les mêmes mains, mais le visage de son représentant change, pour que rien ne change.

Il n'est pas aisé, par exemple, d'identifier un coupable à sa misère lorsque l'on est un citoyen américain pauvre vivant aujourd'hui aux États-Unis, le pays le plus riche et le plus puissant de la planète. Il ne peut accuser personne ; juste un système qui produit sa misère, mais dont personne ne semble responsable. Un Président américain, même s'il accomplit deux mandats, est difficilement rendu coupable de la situation de délabrement social produite par plus de deux cents ans de démocratie représentative ancrée dans ses fondamentaux libéraux. Il n'y a pas un tyran ou un personnage prétendu tel à qui prêter tous les malheurs du monde.

Désarmer

La démocratie représentative est désarmante car la volonté générale est sensée transpirer de toutes ses institutions. La révolte du peuple, quand elle a lieu, perd de sa force morale et peut être présentée comme une révolte contre la volonté populaire incarnée par l'oligarchie élue. L'oligarchie à qui on offre l'onction populaire se croit autorisée moralement et légalement, à tuer, conquérir, assassiner au nom de la démocratie et de ses prétendues valeurs. **Le peuple a le droit de vote ; l'oligarchie a le droit de tirer dans la foule.**

Toute l'intelligence de l'élite oligarchique a été de vendre au peuple la démocratie représentative comme le modèle indépassable de l'organisation politique moderne, le seul à même de répondre aux besoins des peuples occidentaux. Quel énergumène oserait, dès lors, remettre en cause un système qui semble briller face aux soleils noirs des totalitarismes d'hier et d'aujourd'hui.

Il semble, pour reprendre des propos que nous avons tenus ailleurs, que « *les crimes ou les défauts [des démocraties] s'estompent dans la contemplation béate des bienfaits des régimes démocratiques à*

laquelle nous nous abandonnons mollement. Nous sommes habitués aux dichotomies simples, voire simplistes : soit noir, soit blanc ; soit démocratie, soit dictature ; soit le paradis, soit l'enfer. Or, il est évident que la démocratie peut être un paradis pour beaucoup et un enfer pour d'autres, qu'elle peut avoir un visage souriant et lumineux et une face sombre : en 1789, la jeune démocratie américaine qui venait d'élire son premier Président était sans doute un paradis pour des notables blancs comme George Washington et Thomas Jefferson, mais peut-être un peu moins pour les millions d'esclaves noirs exploités dans des conditions dégradantes et inhumaines ». La Démocratie ambiguë, Éditions Cheap, deuxième édition, décembre 2012, pages 116-117.

La démocratie représentative désarme notre lucidité sur nous-mêmes ; nous ne sommes plus capables de voir le mal en nous, même lorsque nous jetons nos cargaisons de bombes au phosphore sur des irakiens innocents.

Déculpabiliser

En octroyant la démocratie à ses peuples, l'oligarchie occidentale s'est libérée de la contrainte de justifier ses actions. Les régimes occidentaux baignent dans le **dogme de l'infaillibilité démocratique**, dogme qui transforme leurs actions criminelles en aventures humanitaires, leurs prédatons commises pour des intérêts privés en combats moraux et fraternels. Avec ce dogme, l'Occident s'offre une sorte d'innocence perpétuelle et se pare de toutes les vertus. **D'une certaine manière, l'aléa moral a disparu au sein des démocraties occidentales : elles ne peuvent mal agir, puisque ce sont des démocraties.** L'Occident peut dès lors déshumaniser les « autres », ses ennemis qui ne portent pas les habits de la démocratie ; il peut dès lors les massacrer au nom des droits de l'homme et racheter leurs âmes damnées en les envoyant en enfer. Sur la base de ce principe, les sociétés occidentales assurent l'impunité des crimes perpétrés par leurs démocrates aux mains sales.

L'oligarchie réussit, en outre, ce tour de force qui consiste à faire consentir ses citoyens aux violences qu'elle exerce. Grâce à la démocratie représentative nous partageons les crimes de nos commises. Devenus complices des actions de nos élites à travers le vote, nous n'osons pas les dénoncer avec la force nécessaire à les condamner ou à les détourner de leurs conséquences funestes, de crainte de reconnaître ainsi notre propre complicité. Partageant le crime, nous en partageons le déni et les mécanismes déculpabilisateurs qui le perpétuent.

Un instrument de domination

Le pouvoir symbolique sans le pouvoir réel

Qu'importe qui a le pouvoir abstrait ou symbolique, ce qui compte est d'exercer le pouvoir réel, même si c'est au nom d'une abstraction lyrique comme le « peuple souverain » que ce pouvoir est mis en œuvre. Le souverain – le peuple – n'exerce pas le pouvoir, il se contente de s'en dessaisir au profit d'une poignée d'élus qui aura carte blanche pour agir à sa guise. Le peuple est un souverain déchu et qui déchoit un peu plus après chaque vote. Le peuple, sorte de Sisyphe qui porte le vote comme son fardeau, consent volontiers à ce dessaisissement, par paresse, crainte, résignation, lassitude ou lâcheté. Car il faut une certaine lâcheté ou immoralité pour offrir son vote à des individus qui commettront inévitablement – l'expérience le prouve – un certain nombre de crimes au cours de leur mandat. Ces crimes, par le jeu de la représentation, sont commis en notre nom, par une oligarchie aux valeurs inébranlables et éternelles.

Le vote est ainsi une sorte d'offrande faite à un Dieu tout puissant qui ne rend compte de ses actes qu'à lui-même. À échéances régulières, le peuple vient sacrifier sa souveraineté sur l'autel de la démocratie représentative.

« La Souveraineté ne peut être représentée, par la même raison qu'elle ne peut être aliénée ; elle consiste essentiellement dans la volonté générale, et la volonté ne se représente point : elle est la même, ou elle est autre ; il n'y a point de milieu. Les députés du peuple ne sont donc ni ne peuvent être ses représentants, ils ne sont que ses commissaires ; ils ne peuvent rien conclure définitivement. Toute loi que le Peuple en personne n'a pas ratifiée est nulle ; ce n'est point une loi. Le peuple Anglais pense être libre ; il se trompe fort, il ne l'est que durant l'élection des membres du Parlement ; sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien. Dans les courts moments de sa liberté, l'usage qu'il en fait mérite bien qu'il la perde ». Jean-Jacques Rousseau, « Du Contrat Social », III, 15.

Des droits impuissants

Le mécanisme de la démocratie représentative **permet à l'oligarchie d'exercer l'ensemble des fonctions régaliennes, qui fondent la puissance et la gloire des États**, en dehors même des mécanismes étatiques. Les États membres de l'Union européenne, par exemple, ont peu à peu été dépouillés (i) de leur **souveraineté monétaire** au profit des banquiers privés et d'institutions non-démocratiques (comme la BCE), (ii) de leur **souveraineté économique** au profit de multinationales qui délocalisent leurs profits et

leur production et (iii) de leur **souveraineté militaire** au profit de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, autrement dit, des États-Unis.

Le droit de vote et la liberté d'expression ne sont octroyés au peuple que dans la mesure où leur usage ne peut ni ne doit remettre en cause les fondamentaux de l'oligarchie. **Ce sont des droits impuissants.**

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ces fondamentaux sont ceux de l'oligarchie dominante qui exerce le pouvoir aux États-Unis, après avoir, grâce au plus sanglant et plus grand conflit de l'histoire, pris la place de l'oligarchie anglaise à la tête de l'Occident. On peut schématiquement en faire la liste suivante : (1) le libéralisme économique et la puissance des banques, (2) la domination du dollar dans les échanges internationaux, (3) les guerres de conquête du complexe militaro-industriel – pour, notamment, l'accaparement des ressources naturelles des pays périphérique à ses valeurs - ; (4) l'hégémonisme total des États-Unis dans les domaines militaire, économique et culturel ; (5) l'alliance indéfectible avec l'Arabie saoudite (principal État terroriste islamique au monde) ; (6) le soutien sans faille au sionisme.

Les peuples ont des droits, mais il ne leur est pas donné de remettre en cause les fondamentaux que nous venons d'énoncer.

Prenons un exemple parmi tant d'autres possibles. Qui peut prétendre que les 50 millions d'Américains vivant aujourd'hui sous le seuil de pauvreté vivent en démocratie ? Comment peut-on justifier que dans un pays aussi puissant et riche et qui a connu une croissance quasi-ininterrompue depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale il y ait une telle proportion de personnes vivant dans la misère ? Cette misère n'est-elle pas le produit du système oligarchique ? N'est-elle pas le résultat d'une philosophie libérale contre laquelle le peuple ne peut rien ? Que signifie jouir du droit de vote et de la liberté d'expression lorsque l'exercice de ces droits ne permet pas de survivre décemment, ni de remettre en cause l'un des fondamentaux libéraux de l'oligarchie ? Une personne vivant sous un pont d'une grande ville américaine peut critiquer à loisir les dirigeants politiques de son pays et jouir du droit de vote, mais à quoi cela lui sert-il, s'il ne peut s'arracher à sa misère par ces deux moyens ? Pour lui, le droit de vote et la liberté d'expression sont des jouissances impuissantes.

Trois exemples tirés de l'histoire

Appliquons notre « biais nécessaire » à trois événements contemporains qui illustrent, d'après l'esprit dominant de notre belle époque, la victoire des principes sur le cynisme de l'oligarchie.

Aux esclaves la patrie reconnaissante

La guerre civile américaine est présentée par l'historiographie dominante comme une lutte entre esclavagistes et abolitionnistes. Sous cet angle, le Président Abraham Lincoln passe pour un libérateur dont les motivations auraient été principalement humanitaires. Raisonner de la sorte, c'est s'aveugler sur les réels moteurs de l'histoire.

Une vision naïve de l'histoire met au centre de sa matrice le combat des hommes pour leur affranchissement, la lutte pour les droits de l'homme et le progrès de la conscience humaine. La réalité est généralement plus prosaïque et moins glorieuse pour les peuples et pour ses héros.

À travers la guerre civile américaine, il s'agissait pour une partie de l'oligarchie, la plus puissante, de mettre fin, non pas à un système d'exploitation, mais à une économie archaïque et peu rentable, pour la remplacer par une économie où l'esclave s'efface devant l'ouvrier mal payé et où une partie de la masse des manœuvres est abandonnée au profit des machines. L'abolition de l'esclavage était une nécessité économique pour maintenir la suprématie d'une élite qui réclamait des retours sur investissements plus rapides et plus élevés. L'esclavage c'était l'ancien régime économique inadapté à l'ère du capitalisme industriel et du progrès technique triomphant. Au moment précis où Lincoln décida de mettre fin à l'esclavage (pour lui substituer la ségrégation) il s'agissait, également, d'un choix tactique pour déstabiliser les États du Sud dans leur lutte contre les États du Nord.

« *Mon objectif premier dans cette lutte est de sauver l'Union, ce n'est pas de sauver ou de détruire l'esclavage. Si je pouvais sauver l'Union sans libérer aucun esclave, je le ferais et si je pouvais la sauver en les libérant tous, je le ferais ; et si je pouvais la sauver en libérant une partie et en laissant les autres à leur sort, je le ferais également.* » Lettre d'Abraham Lincoln, du 22 août 1862, citée dans 'Dred Scott's revenge' d'Andrew Napolitano, 2009, page 79 – Éditions Thomas Nelson.

« *I will say then that I am not, nor ever have been in favor of bringing about in any way the social and political equality of the white and black races, that I am not nor ever have been in favor of making voters or jurors of negroes, nor of qualifying them to hold office, nor to intermarry with white people ; and I will say in addition to this that there is a physical difference between the white and black races which I believe will forever forbid the two races living together on terms of social and political equality. And inasmuch as they cannot so live, while they do remain together there must be the position of superior and inferior, and I as much as any other man am in favor*

of having the superior position assigned to the white race ». Abraham Lincoln, 18 septembre 1858, discours public, Illinois. The Collected Works of Abraham Lincoln, ed. Roy P. Basler, vol. 3, p. 14546

Une république versaillaise

La troisième République est née sur les décombres de la Commune comme une mauvaise herbe qui s'est nourrie du sang de ses victimes. Comme le démontre admirablement Henri Guillemin dans les Dossiers de l'Histoire, l'oligarchie a hésité entre monarchie et république au lendemain de la défaite de la France face à la Prusse et a finalement choisi cette dernière forme de domination politique parce qu'elle correspondait mieux aux nouvelles exigences capitalistes permettant de continuer les prédatons oligarchiques tout en contenant les forces populaires.

La république – troisième du nom – fut octroyée et non arrachée de haute lutte par des démocrates détachés de tout lien oligarchique. Jules Ferry est l'emblème bien transparent de la mainmise de l'oligarchie sur les destinées démocratiques du peuple : il réussit à faire des droits de l'homme l'instrument de vastes conquêtes territoriales au profit d'un petit groupe de banquiers et d'industriels et à apaiser les colères du peuple en lui faisant « bouffer du curé ». Le peuple avait un os à ronger, tandis que l'oligarchie pouvait se gaver de conquêtes nouvelles et de sang frais.

Mythologie indienne

L'indépendance de l'Inde en 1947 est présentée comme le résultat du combat de la non-violence contre le colonialisme britannique. On voudrait nous faire croire que la non-violence a permis de renverser le joug du principal empire colonial de l'histoire. Et si le grand personnage Gandhi n'était que l'instrument d'une partie de l'oligarchie anglaise qui avait compris que les coûts associés au maintien d'une présence coloniale étaient incompatibles avec les évolutions du capitalisme ?

Gandhi renversant, par son pouvoir spirituel et sa grandeur d'âme, l'empire militaire britannique, est une fable bien risible. Il fut l'instrument de la partie de l'oligarchie britannique, avec l'appui des États-Unis, contre la vieille garde de cette même oligarchie, afin de passer à un autre stade du capitalisme de domination : le néo-colonialisme, ou la domination par les groupes industriels et les empires financiers.

L'illusion que la non-violence peut renverser l'ordre des choses est tenace. Les rêves adolescents de la désobéissance civile et de la non-violence se brisent néanmoins un peu plus lorsque les faits bruts et cruels font tomber de son piédestal l'idole placée en haut de la hiérarchie des intouchables. Le Mahatma Gandhi,

ce prêcheur de vertu aux comportements sexuels plus qu'ambigus, ce personnage colérique et raciste [1], si détaché de lui-même qu'il entreprit d'écrire son autobiographie pour raconter sa prodigieuse épopée, était l'instrument idéal d'une partie de l'oligarchie anglaise qui avait compris que le néo-colonialisme devait remplacer les vieilles règles du jeu colonial d'antan ; que la domination économique pouvait se passer de conquêtes territoriales coûteuses et dangereuses. Une fois son rôle accompli, il pouvait être assassiné.

« *Nous croyons en la pureté raciale. Nous croyons aussi qu'en tant que Blancs, la race Blanche d'Afrique du Sud doit être la race prédominante* ». « *Notre combat est une lutte pour la préservation de notre race, que les Européens veulent mêler aux Kaffirs rudes et incivilisés.* » Gandhi. *Collected Works, Indian Opinion Archives.*

Pour ne pas conclure

Nous avons défendu l'idée que les élites occidentales ont octroyé la démocratie représentative à leurs administrés pour pouvoir se maintenir au pouvoir. En échange de quoi les peuples occidentaux ont accepté, ou ont été forcés d'accepter, de ne participer que symboliquement au jeu démocratique et de fermer les yeux sur un certain nombre de crimes humains, politiques, économiques de grande ampleur perpétrés par leurs élites (contre eux-mêmes ou contre d'autres peuples).

L'oligarchie a instrumentalisé la démocratie pour accomplir un rêve qu'elle aurait pu formuler de la manière suivante : « Qu'ils se battent pour des droits impuissants, qu'ils se combattent, se déchirent entre eux sur des questions sociétales... On désarme ainsi la lutte des classes et on lui substitue la lutte au sein des classes. Au sein des classes laborieuses on se bat pour survivre ; au sein de l'oligarchie on se bat pour la première place, les dorures et les honneurs. Que la fête commence... et continue ».

Ce rêve peut-il être aboli ? [2]

Guillaume de Rouville, auteur de *La Démocratie ambiguë*, (Éditions Cheap, deuxième édition, décembre 2012) et animateur du site lidiotduvillage.org (géopolitique, chaos et idiotie).

[1] Gandhi : *Behind the mask of divinity*, de G.B. Singh, 2004, Prometheus.

[2] A Suivre